

## Etablissement public du parc national des Calanques

### Décision individuelle

N°2014-201

**Pétitionnaire :** Monsieur Marc GAREL – Association « Septentrion Environnement »  
**Nature de la demande :** Manifestation publique / sportive  
**Localisation :** Secteur marin - île Maïre

#### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331 4-1 et R. 331-19-1;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment ses article 15 et 16 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 26 et 31;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée par Monsieur Marc GAREL, Président de l'association « Septentrion Environnement » en date du 19 août 2014;

Considérant que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

#### ARRETE

##### Article 1

L'association « Septentrion Environnement » représentée par son Président, Monsieur Marc GAREL Bernard, est autorisée à organiser le duplex sous-marin dans le cadre des manifestations dénommées « **Septembre en Mer** » et « **Rendez-vous au Parc** ». La manifestation se déroulera le 20 septembre 2014, en partie dans le cœur du Parc national des Calanques, sur le secteur de l'île Maïre.

##### Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. aucun déchet ne devra être abandonné dans le périmètre du cœur du parc ;
2. toute manifestation ou émission sonore susceptible de troubler la tranquillité des lieux est interdite, aucune sonorisation ne sera employée ;
3. les participants devront être tenus informés que l'évènement se déroule dans le cœur Parc national des Calanques et des comportements respectueux qui s'imposent;

4. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non-respect de la réglementation du Parc national des Calanques ;
5. le pétitionnaire devra mentionner que les prises de vues ont été tournées en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale;
6. le pétitionnaire devra fournir une copie de cet épisode sous format DVD dès parution, à l'Établissement public du Parc national – Chargée de communication en précisant le numéro de la présente autorisation ;
7. l'organisateur devra informer les encadrants, lors des réunions préparatoires, sur la réglementation en vigueur et les comportements à adopter par les participants lors de la manifestation.

### **Article 3**

La présente autorisation est délivrée pour le samedi 20 septembre 2014.

### **Article 4**

Le non respect de l'un de ces articles pourra entraîner le refus de nouvelles autorisations pour des demandes ultérieures de ladite association.

### **Article 5**

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations de l'association « Septentrion Environnement » et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation.

### **Article 6**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 19 septembre 2014,

Le Directeur de l'Établissement public du Parc  
national des Calanques,



François BLAND

Copie : - Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône  
- Parc national des Calanques – SLOA

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.